



Extrait du SNES Dijon

<http://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article5526>

# Le 22 mars dans l'Yonne

- SNES académique de Dijon - Départements - Yonne - A la Une dans l'Yonne -



Date de mise en ligne : mardi 20 mars 2018

---

**SNES Dijon**

---

La FSU et les organisations CGT, FO, Solidaires, CFTC, CGC, FAFP appellent

**LE 22 MARS 2018 à la grève et aux manifestations**  
▶ **à AUXERRE place de l'Arquebuse AG à partir de 13h30 puis manifestation 14h00**  
▶ **à SENS Hôtel de Ville 10h00**

**POUR LES MISSIONS PUBLIQUES, L'EMPLOI, LE POUVOIR D'ACHAT,**

**POUR :**

- Une **négociation salariale** immédiate pour le dégel de la valeur du point d'indice, le rattrapage des pertes subies et l'augmentation du pouvoir d'achat ;
- **L'arrêt des suppressions d'emplois** et les créations statutaires dans les nombreux services qui en ont besoin et non un plan destiné à accompagner de nouvelles et massives suppressions ;
- **Un nouveau plan de titularisation des contractuels**, de nouvelles mesures pour combattre la précarité et non pour favoriser son extension comme le préconise le gouvernement ;
- Des dispositions exigeantes pour faire respecter l'égalité professionnelle ;
- **L'abrogation du jour de carence** ;
- La **défense** et la pérennisation du **système de retraite** par répartition et des régimes particuliers.
- **La défense d'un service public de qualité** avec des moyens suffisants y compris en milieu rural : Fonction publique d'Etat, Fonction publique hospitalière, Cheminots ...

**Dans le 2nd degré**, cette journée d'action sera aussi l'occasion d'affirmer notre opposition aux réformes en cours :

- **Celle du baccalauréat** qui va dans le sens d'une complexification de l'examen et en fait un diplôme d'établissement,
- **Celle du lycée** largement calquée sur les modèles anglo-saxons dans lesquels l'enseignement public est noyé dans un vaste marché éducatif où chacun devient l'entrepreneur de soi-même. Réforme qui accentuera les inégalités sociales en favorisant notamment les parcours d'initiés.

**La logique reste la même ; destruction du service public et recherche d'économies budgétaires par le biais de suppressions massives de postes**